

Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012
Nouméa
Nouvelle-Calédonie

Point 9.2.4 de l'ordre du jour : **Rôle du PROE pour aider les Membres à accéder aux financements de la lutte contre le changement climatique et autres mécanismes internationaux de soutien à l'action climatique**

Objet

1. Informer les Membres des faits intervenus depuis la 22^e Conférence du PROE (2011) dans le domaine du financement de la lutte contre le changement climatique, et de questions connexes découlant du processus de négociation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Contexte

Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto et autres formes de soutien

2. À la 22^e Conférence du PROE (2011), les Membres ont été informés que le Secrétariat avait demandé à être accrédité en tant qu'institution régionale de mise en œuvre (IRM) du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto. Le Secrétariat a maintenu des contacts étroits avec le Panel d'accréditation et fourni de nombreuses informations en réponse aux questionnaires détaillés de ce dernier. Cette candidature à l'accréditation en tant qu'IRM a été bénéfique pour le Secrétariat et, d'une manière générale, a contribué au renforcement de ses capacités.

3. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation se réunira en juin 2012 pour statuer sur les candidatures. Un rapport oral sera présenté à la 23^e Conférence du PROE pour autant que la décision soit connue. Par la suite, le Secrétariat préparera un document sur le processus d'accréditation afin de guider les Membres désireux de solliciter une accréditation en tant qu'institution nationale de mise en œuvre (INM), les deux processus étant quasiment identiques. À cet égard, le Secrétariat se tient à la disposition des Membres qui souhaiteraient obtenir des conseils supplémentaires et bénéficier d'un soutien dans le processus de candidature à l'accréditation en tant qu'INM.

4. Dans l'hypothèse où le Secrétariat obtiendrait son accréditation, il lui faudra renforcer ses mécanismes pour pouvoir aider les Membres de l'Organisation. Dans cette optique, le Secrétariat a établi des contacts avec le Centre de collaboration du PNUE et de la *Frankfurt School of Finance and Management* (FS) dans le cadre du Programme de soutien aux institutions nationales de financement de l'action climatique du PNUE, également connu sous l'intitulé « Fit for the Funds ». Ce programme a été créé en 2010 pour aider les pays en développement à accéder au financement de l'action climatique et planifier, financer et exécuter des projets et des mesures de lutte contre le changement climatique. L'initiative bénéficie du soutien des pouvoirs publics allemands et de plusieurs partenaires techniques, et repose sur le constat selon lequel la principale entrave au financement de l'action climatique dans de nombreux pays en développement n'est pas le manque de moyens mais la pénurie de projets intéressants issus de pays en développement et la faible capacité d'absorption et d'affectation des ressources par les institutions nationales.

5. La coopération avec la FS vise à aider le PROE à renforcer ses capacités de financement de l'action climatique et de soutien des activités nationales. La démarche consiste à rapprocher, d'une part, les besoins de la région et, de l'autre, les normes fiduciaires et les pratiques de gestion de projets prescrites dans les règlements des mécanismes de financement tels que le Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto et le Fonds pour l'environnement mondial.

6. L'un des principaux objectifs du programme « Fit for the Funds » consiste à veiller à l'adéquation entre le renforcement des capacités et les besoins, en insistant particulièrement sur les capacités et le développement institutionnels et opérationnels, tels que les compétences, les processus et les procédures requis pour permettre aux institutions d'accéder au financement de l'action climatique tout en satisfaisant aux exigences des bailleurs de fonds. La FS a évalué les capacités du PROE et recensé les principales difficultés auxquelles se heurte l'Organisation en matière d'accès direct aux ressources des Fonds sur le climat. Le PROE pourrait mieux servir la région en soutenant l'élaboration et la gestion de projets et en fournissant des conseils sur les critères applicables à l'accès direct au financement. La FS a préparé un rapport que le Secrétariat a examiné en vue d'établir un plan de renforcement des capacités qui couvrira un certain nombre de domaines, parmi lesquels : a) le suivi et l'évaluation ; l'élaboration et la description de projets ; l'examen des procédures et des règlements ; et la conception de fonds fiduciaires prototypes. La dernière touche sera apportée au plan en juillet 2012, en collaboration avec la FS. Il existe de fortes synergies entre le volet du Fonds pour l'adaptation consacré au renforcement des capacités et d'autres projets de lutte contre le changement climatique administrés par le PROE tels que la deuxième phase de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI) financée par l'AUSAID et le Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) financé par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en particulier en matière de suivi, d'évaluation et d'intégration.

7. Le PROE a également suggéré que d'autres organisations du CORP participent au programme de formation et de renforcement des capacités de la FS, une proposition accueillie favorablement par la réunion des directeurs des organisations du CORP en juin 2012.

8. L'accréditation du PROE ne sera que la première étape du processus. Le Secrétariat proposera aux Membres une aide sous différentes formes, dont la mise à disposition d'informations sur le processus d'accréditation. En outre, le PROE poursuivra son dialogue avec les Membres et le Conseil du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto pour faciliter la soumission des propositions de financement et de candidatures à l'accréditation en tant qu'INM.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – Mécanisme international de gestion des pertes et des préjudices

9. Les Membres du PROE réunis à la 22^e Conférence (2011) ont donné mandat au Secrétariat de les aider à poursuivre l'élaboration du programme de travail sur les pertes et les préjudices, notamment en organisant une réunion régionale sur la question et en aidant les pays à apporter leur contribution aux soumissions qui seront présentées à la CCNUCC en septembre 2011. Les Membres ont également demandé aux partenaires et organismes donateurs de recenser l'aide pouvant être apportée aux pays afin de leur permettre de contribuer davantage au programme de travail de la CCNUCC sur les pertes et les préjudices.

10. Le PROE aide les pays insulaires du Pacifique en leur fournissant des conseils et un appui technique lors des réunions organisées dans le cadre des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À la demande des délégations, l'Organisation a axé l'essentiel de son soutien sur l'adaptation et le financement et sur la création apparentée d'un mécanisme international de gestion des pertes et des préjudices imputables aux effets néfastes du changement climatique. Une décision sur ce dernier point devrait être prise à la 18^e Conférence des Parties, à Doha, en décembre 2012, d'où le caractère prioritaire accordé à la question par l'AOSIS et la région du Pacifique.

11. S'il voit le jour, ce mécanisme international pourrait devenir une source de financement de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des risques de catastrophes, et alimenter un fonds de solidarité destiné à pallier les pertes inévitables dues à des phénomènes climatiques à évolution lente tels que l'élévation du niveau de la mer et l'acidification des océans.

12. Dans la perspective d'une décision sur la question à la Conférence de Doha, les pays insulaires du Pacifique ont obtenu que la réunion des PEID sur les pertes et les préjudices prévue fin août 2012 se tienne à Kiribati. Un rapport oral sur les conclusions de cette réunion sera présenté à la Conférence du PROE (2012). Un document technique dont l'AOSIS a demandé la préparation par le Secrétariat de la CCNUCC sur les phénomènes climatiques à évolution lente tels que l'élévation du niveau de la mer viendra également alimenter les débats.

CCNUCC – Fonds vert pour le climat

13. Le Fonds vert pour le climat a vu le jour à la 16^e Conférence des Parties tenue à Cancún (Mexique) en 2010. Compte tenu du caractère urgent et de la gravité du changement climatique, la Conférence des Parties a décidé de créer le Fonds vert pour le climat pour contribuer de manière significative et ambitieuse aux efforts déployés à l'échelle de la planète en vue d'atteindre les objectifs arrêtés par la communauté internationale pour lutter contre le changement climatique.

14. Le Fonds opère dans la transparence et de manière responsable, en aspirant à l'efficacité et à l'efficience. Le Fonds joue un rôle central dans l'affectation aux pays en développement de ressources financières, nouvelles ou supplémentaires, adaptées et prévisibles, et il catalyse le financement en faveur du climat, qu'il soit public ou privé, aux niveaux international et national. Le Fonds suit une approche laissant l'initiative aux pays et il favorise et renforce l'engagement au niveau national en associant véritablement les institutions et parties prenantes concernées. Le Fonds est une institution souple et modulable en apprentissage permanent, éclairée dans ses décisions par les processus de suivi et d'évaluation. Le Fonds s'efforce d'optimiser l'impact de son financement en faveur de l'adaptation et de l'atténuation, en recherchant l'équilibre entre ces deux objectifs, et encourage les retombées sur les plans environnemental, social, économique et du développement tout en appliquant une démarche soucieuse des questions de genre.

15. En outre, le Fonds offre un accès au financement simplifié et amélioré, notamment un accès direct, en fondant ses activités sur une approche qui laisse l'initiative aux pays, et il encourage la participation des parties prenantes concernées, notamment des groupes vulnérables, en prenant en compte les questions de genre.

16. La mise en œuvre effective du Fonds vert pour le climat a néanmoins été entravée en 2012 par l'absence d'accord constatée lors des dernières réunions de la CCNUCC au sein de certains groupes régionaux sur la composition du Conseil de direction du Fonds, qui n'a pu se réunir faute de quorum. Bien que la situation suscite certaines préoccupations, la dernière réunion en date (juin 2012) a permis de faire avancer les débats. Face aux inquiétudes persistantes de certains pays en développement au sujet d'un éventuel hiatus entre la fin du financement accéléré (prévu jusqu'en 2012) et le début des engagements à plus long terme (à partir de 2020) et sur la mobilisation de 100 milliards de dollars É.-U. par an promise d'ici 2020, les pays développés se sont voulus rassurants en indiquant qu'il n'y aurait pas d'interruption de financement et réitérant leur engagement de 100 milliards de dollars É.-U.

17. Parmi les préoccupations liées au financement à long terme figurent le manque de clarté concernant les sources des fonds et les possibilités d'accroître les moyens disponibles ; les modalités d'accès ; l'échéancier ; et l'adéquation du montant de 100 milliards de dollars É.-U. S'agissant du financement accéléré, la question a été posée à Bonn de savoir si ce type de financement était conforme au principe de l'affectation de financements nouveaux et supplémentaires et une évaluation des enseignements tirés de la mise en œuvre du financement accéléré a été demandée. Il importera également de tenir compte des liens entre les questions de financement et diverses composantes du mécanisme financier tels que l'évaluation, la notification et la vérification du soutien et du financement octroyés aux pays en développement et le financement de l'atténuation et de l'adaptation destiné aux pays les moins avancés ainsi qu'aux autres pays.

Recommandations

18. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** du présent rapport et du rapport oral du Secrétariat sur les conclusions de la réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation et de la récente réunion d'experts des PEID sur les pertes et les préjudices ;
- **demander** au Secrétariat de continuer à soutenir les Membres insulaires du Pacifique dans les négociations de la CCNUCC, et de diffuser les informations pertinentes sur le Mécanisme de gestion des pertes et des préjudices ; et
- **demander** au Secrétariat de continuer à soutenir les Membres dans le domaine du financement de la lutte contre le changement climatique en poursuivant la coopération avec la *Frankfurt School* dans le cadre du programme « Fit for the Funds ».